

Le Courier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté

N° 73- 21 novembre 2006 - SPECIAL 25 NOVEMBRE

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'envoyeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es. Amicalement.

Coordination Française Marche mondiale des femmes 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris, tel 01 44 62 12 04 ; 06 80 63 95 25, Site : <http://www.marchemondiale.org>.

MOBILISATIONS

1 - URGENT : appel à la solidarité du mouvement des femmes du Québec et du Canada

TEXTES

2 - La violence envers les femmes comme instrument de contrôle - Texte MMF

REUNION DEBATS COLLOQUES

3 - Les rendez-vous Blanc-Mesnilois, pour l'élimination des violences envers les femmes

4 - Rencontre "Victimes de violences conjugales et logement"

5 - A Nantes, Animations, Films, Débats

6 - Les mutilations sexuelles féminines, Prévenir, dépister, prendre en charge

7 - Colloque pour une proposition de loi cadre sur les violences

8 - Une semaine d'action au centre LGBT de Paris à l'occasion de la Journée Mondiale de lutte contre le Sida

FILMS, LIVRES, SORTIES...

9 - Un silence de mortes, La violence masculine occultée

25 novembre

Journée internationale Contre les Violences faites aux Femmes

MANIFESTATION A PARIS

14h30 Place de la République

Trajet par les grands boulevards jusqu'à Richelieu Drouaut.

MOBILISATIONS

1 - URGENT : appel à la solidarité du mouvement des femmes du Québec et du Canada

Chères amies de la Marche mondiale des femmes,

Récemment, le gouvernement du Canada a apporté des changements très inquiétants à un programme important voué à l'avancement des droits des femmes : Condition féminine Canada. Il a supprimé le mot "égalité" de son mandat et changé les règles appliquant au financement des organisations de femmes, interdisant désormais l'utilisation de fonds fédéraux pour toutes activités visant à revendiquer des droits et à influencer le gouvernement. Ils ont également réduit de 40 % le budget de fonctionnement de Condition féminine Canada. Ces décisions s'ajoutent à celle d'abolir le Programme de contestation judiciaire, un important programme qui a permis à des groupes de femmes d'utiliser la voie judiciaire pour faire valoir certains droits, à l'annulation des ententes avec les provinces pour offrir des services de garde à la petite enfance abordables partout au Canada et à l'absence de volonté de promulguer une loi proactive sur l'équité salariale.

Ces décisions risquent d'avoir des impacts extrêmement négatifs pour les femmes du Québec et partout au Canada. C'est la survie même de certains groupes de femmes qui est menacée !!!

Ces changements vont imposer de lourdes répercussions pour les femmes. Les temps qui viennent seront difficiles pour les organisations de femmes qui oeuvrent pour l'égalité dans les domaines politique et juridique, qui mènent des recherches ou qui revendiquent des politiques et des programmes conformes aux engagements actuels du Canada en matière d'égalité. Les voix des femmes seront moins entendues. La revendication de nos droits demeure pourtant essentielle parce que si les Québécoises et les Canadiens ont obtenu l'égalité en matière de droits, cette égalité est loin d'être atteinte dans les faits !

Les groupes de femmes à travers tout le Québec et le Canada sont mobilisés. Le point culminant de notre campagne d'actions sera le 10 décembre, Journée internationale des droits humains et date anniversaire de la ratification par le Canada de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDEF).

Nous avons un urgent besoin de l'appui du mouvement des femmes du monde entier. Nous demandons à toutes les coordinations nationales de la MMF et/ou aux groupes membres de la coordination), à toutes les associations féministes de se joindre à nous et à interpeller le Premier ministre du Canada, M. Stephen Harper, afin de dénoncer ses décisions qui font reculer l'avancement des droits des Canadiennes et des Québécoises. Nous sommes convaincues que votre geste fera la différence !

Nous vous transmettons ci-jointe une suggestion de lettre à envoyer par courriel, télécopieur ou par la poste. Bien sûr, vous pouvez la modifier à votre guise. Nous vous demandons d'envoyer une copie conforme de votre lettre au Président ou au Premier ministre de votre pays, à l'ambassadeur du Canada dans votre pays (Ambassade du Canada, 35 avenue

Montaigne, 75008 Paris et a la Fédération des femmes du Québec (mailto:info@ffq.qc.ca) qui fera connaitre votre appui aux groupes de femmes et aux médias.

Il est très important que votre carte nous parvienne avant le 8 décembre afin que nous puissions le faire connaitre lors de notre manifestation devant le Parlement du Canada le 10 décembre. Les groupes de femmes du Québec et du Canada comptent sur vous. Merci d'avance pour votre solidarité et votre soutien ! Avec nos solidaires salutations, Michèle Asselin, Présidente Fédération des femmes du Québec et Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes

Lettre au premier ministre du Canada

Très honorable Stephen Harper, Premier ministre du Canada

Cabinet du Premier ministre, 80 rue Wellington, Ottawa, Ontario, K1A 0A2

pm@pm.gc.ca, Télécopieur : 1-613-941-6900

Monsieur le Premier ministre Harper,

Nous vous écrivons au nom de **(l'association)** au **(votre pays)**. Nous avons appris que de récentes décisions de votre gouvernement risquent de restreindre de façon très significative l'exercice des droits démocratiques pour les femmes de votre pays et les organisations qui font valoir leurs droits humains.

Nous trouvons très inquiétantes les modifications apportées au Programme de promotion de la femme de Condition féminine Canada. Ce programme de financement n'a plus pour mandat d'appuyer les efforts pour atteinte de l'égalité pour les femmes. Il semble que désormais les groupes de femmes de votre pays ne pourront plus obtenir un soutien financier pour leurs activités de défense des droits des femmes. Or, la contribution des groupes de femmes dans la promotion et la défense de droits est devenue un signe distinctif de la démocratie canadienne. Le Canada, a titre de pays progressiste réputé pour son respect des droits humains des femmes, devrait ouvrir la voie de l'avenir plutôt que de revenir en arrière.

Le 10 décembre, Journée internationale des droits de la personne et 25^e anniversaire de la ratification par le Canada de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les groupes de femmes du **(pays)** déclarent leur solidarité à tous les groupes de femmes de votre pays qui revendiquent ensemble les droits de TOUTES les femmes. Nous espérons vivement que vous serez à l'écoute de leurs demandes.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Nom de la personne signataire, Nom de l'organisme

Copies à : **Président ou Premier ministre de votre pays, Ambassadeur du Canada dans votre pays**, Fédération des femmes du Québec (info@ffq.qc.ca)

TEXTES

2 - La violence envers les femmes comme instrument de contrôle - Texte MMF

La Marche Mondiale des Femmes a tenu sa 6^{ème} réunion internationale à Lima en juillet 2006. Voici le document sur "L'approfondissement de la mission de la Marche" paru dans le Bulletin de liaison d'octobre 2006 (pour voir tout le bulletin qui est un bilan de cette rencontre, voir à : www.marchemondialedesfemmes.org

Le thème a été introduit par Awa Ouédraogo, de la Marche au Burkina Faso et par Jean Enriquez, directrice de la Coalition contre le trafic des femmes (CATW).

Awa a rappelé les multiples formes de violences envers les femmes qui découlent de "la non reconnaissance de leurs droits. Il y a un discours politique qui consiste en un contrôle du corps des femmes". Elle a cité les contraintes imposées par l'industrie de la mode et des cosmétiques. "Dans les pays pauvres, surtout en Afrique, la norme est la procréation, même au risque de la santé des femmes". Elle a dénoncé les fanatismes religieux qui exigent totale obéissance de la femme à son époux ou à un chef de famille. "Dans les zones rurales, beaucoup de femmes n'ont pas de papiers d'identité et vivent sous le seuil de pauvreté".

Pour sa part, Jean a parlé du trafic sexuel et de la prostitution comme "système de violence envers les femmes, car l'acte d'acheter et le commerce des corps, réalisés en vue d'engranger des profits est une violation flagrante de l'intégrité des femmes, de leur dignité et de leur autonomie". Les acheteurs prennent "avantage de situations ou de vulnérabilités créées par les contextes sociaux qui engendrent les inégalités économiques et sexuelles".

Évoquant son expérience de travail avec des survivantes de la prostitution, Jean explique que "l'entrée des femmes dans la prostitution est liée à une expérience qu'elles ont eue d'inceste et/ou de viol; au cynisme de leur famille et de leur communauté quand elles font état de cette situation; aux pressions culturelles qui leur imposent d'être disponibles sexuellement pour les hommes et de considérer le fait d'abandonner leur corps à un homme comme un plus". Le patriarcat impose une image des femmes ou elles sont "des objets à l'usage des hommes". Patriarcat et capitalisme se rejoignent, l'un nourrissant l'autre. Toutes les femmes vivent des inégalités économiques, politiques, sociales, des discriminations, l'appauvrissement atteignant une plus grande amplitude dans le Sud.

Jean a ensuite décrit les conséquences des violences, des abus sexuels et de la prostitution sur la santé des femmes. "La prostitution, a-t-elle dit, est notoirement un lieu de violence où les femmes sont agressées, violées, battues. Elles subissent des actes sadiques, du harcèlement sexuel, des insultes verbales et sont utilisées sexuellement par de nombreux hommes". Ce climat de peur conduit nombre d'entre elles à la drogue ou à l'alcool pour oublier le traumatisme de leur vie quotidienne". Il faut donc refuser de considérer la prostitution comme un travail et "mettre en

cause la demande de prostitution, les définitions de la masculinité et la mondialisation, l'idéologie qui fait la promotion et aggrave l'achat et la vente de femmes".

La mondialisation néo-libérale est un autre facteur aggravant : les accords de l'OMC sur la libéralisation des services ouvrent la voie au tourisme sexuel. La mondialisation néo-libérale accroît aussi l'appauvrissement des femmes. A contrario, le trafic des êtres humains, l'industrie du sexe, de la pornographie, du cybersexe génèrent des revenus de plus en plus énormes. La militarisation entraîne également une hausse de la prostitution (prostitution accrue autour des bases militaires notamment).

Jean a terminé son intervention par un appel à lutter contre la légalisation de la prostitution, contre la formulation de prostitution forcée, contre l'idéologie "qui consiste à refuser de classer la prostitution dans le contexte du patriarcat et des inégalités structurelles, économiques et politiques" et pour faire pression sur les États pour qu'ils s'attaquent aux causes de la prostitution et du trafic sexuel.

Avant d'entamer le débat, Diane Matte a expliqué que le but de ces objectifs était "d'aller plus loin que le droit humain de vivre sans violence et de définir les violences envers les femmes comme "l'outil ultime que utilise le patriarcat pour contrôler les femmes" et qui passe par une soumission aux institutions du mariage, de la hétérosexualité, de la maternité et de la prostitution." On doit avoir un discours plus radical pour voir ce que sont les sources de cette oppression, comment le patriarcat se maintient depuis des siècles et lutter contre les violences et le patriarcat.

Durant le débat est ressorti le besoin de faire un portrait global de toutes les formes de violences envers les femmes : sexuelles, conjugales, viols, incestes, prostitution, harcèlement, publicités sexistes, dictats de la mode, mariages arrangés... Aborder la question sous l'angle du contrôle du corps des femmes fait consensus.

Les échanges ont montré une condamnation générale de la traite des femmes. La majorité des participantes ont également condamné l'institution de la prostitution mais des déléguées de coordinations nationales où il existe des divergences d'opinion ont manifesté leur malaise. Nous avons convenu qu'il faut poursuivre les débats et la proposition d'actions internationales sur ce sujet.

Les violences exercées envers les femmes sont systémiques, elles le sont en tant que groupe social. Il faut résister au contexte mondialisé actuel où l'industrie du sexe est de plus en plus lucrative et violente et contribue à la marchandisation du corps des femmes. La pauvreté, le néo-libéralisme économique causent et aggravent les situations de violence et renforcent le patriarcat. Il faut donc maintenir la lutte contre la pauvreté des femmes et faire le lien avec le contexte politique, la militarisation. Il faut aussi inclure la lutte pour le respect des droits sexuels et reproductifs des femmes, pour le droit à l'avortement.

Plusieurs femmes ont évoqué les luttes menées sur le terrain contre les violences envers les femmes, contre les féminicides et le recours possible aux conventions et protocoles internationaux existants. Les tribunaux doivent condamner les violences sous toutes leurs formes. Il faut nouer et consolider des alliances pour mener cette lutte. Par exemple avec les femmes "de confort" japonaises.

Des journées internationales existent déjà contre les violences (25 novembre). Il faut lier les violences au manque ou aux pertes de droits que vivent les femmes, notamment de droits sexuels et reproductifs.

Objectifs politiques et actions à mener concernant ce thème :

Objectif 1 - Approfondir notre réflexion et organiser des actions pour dénoncer la violence envers les femmes comme outil de contrôle du corps, de la vie, de la sexualité des femmes et mettre à jour nos revendications.

Actions :

- Développer une analyse plus politique de la violence envers les femmes comme outil de contrôle du corps, de la vie et de la sexualité des femmes et identifier des stratégies mondiales adéquates pour l'éradiquer.
- Que le groupe de travail sur la violence envers les femmes et le CI proposent une réflexion et des actions.
- Organiser une campagne de sensibilisation médiatique, dans les écoles et institutions et auprès d'autres mouvements sociaux.
- Développer la réflexion et les actions avec les femmes de la base.
- Constituer une base de données des bonnes pratiques de prévention et de dénonciation de la violence envers les femmes, les faire circuler au sein du mouvement et s'en servir dans nos actions.
- Documenter les féminicides et les crimes d'honneur au niveau international et les dénoncer.
- Discuter du Manifeste du Pérou sur l'insurrection sexuelle.

Objectif 2 - Approfondir notre réflexion et proposer des actions pour contrer la marchandisation du corps des femmes

Actions :

- Poursuivre dans les CN et au niveau mondial notre réflexion sur la prostitution et le trafic sexuel et l'impact de la légalisation de l'industrie du sexe. Le groupe de travail et le CI ont le mandat de s'assurer que ces discussions aient lieu, de colliger les résultats de ces discussions et voir à la faisabilité d'une prise de position de la MMF et d'une action en 2010.
- Faire les liens entre la violence envers les femmes, la militarisation, la mondialisation et la marchandisation du corps des femmes

Objectif 3 - Développer un agenda permanent d'actions et de débats sur la violence envers les femmes pour la MMF.

Actions :

- Inviter les groupes participants de la MMF à participer aux journées existantes traitant des questions de la violence envers les femmes et du contrôle de nos corps : 28 septembre, journée mondiale pour le droit à l'avortement et les droits reproductifs et 25 novembre, journée mondiale d'actions et de lutte contre la violence envers les femmes.
- Identifier des actions mondiales spécifiques à la Marche autour de la violence envers les femmes (contrôle du corps, de la vie et de la sexualité des femmes).

REUNIONS, DÉBATS, COLLOQUES...

3 - Les rendez-vous Blanc-Mesnilois pour l'élimination des violences envers les femmes

Zahia Ichou adjointe au maire et le Conseil municipal vous invitent le samedi 25 novembre :

18h - au Cinéma Daquin pour la projection du film Barakat ! de Djamila Sahraoui

19h30 - débat en présence de "Femmes Solidaires" et de Soad Bekkouche de l'association "20 ans Barakat"

21h - Concert de David Lafore

Samedi 25 et dimanche 26 novembre 2006 : le Cinéma Daquin, le 2 Pièces-cuisine et la Mission aux droits des Femmes organisent un week-end "Contestations au Féminin" dans le cadre des rencontres cinématographiques de la Seine-Saint-Denis.

Jeudi 30 novembre 2006 : 9h30, au cinéma Daquin. Femmes du Monde en Seine-Saint-Denis, débat théâtral sur les mariages forcés. Entre les troupes du Théâtre de l'Opprimé du MFPF (France) et le groupe Dogon So (Mali) et les lycéens des établissements Briand, Mozart et Moulin. Avec le concours de l'Observatoire des violences envers les femmes de la Seine-Saint-Denis

4 - Rencontre "Victimes de violences conjugales et logement"

Le vendredi 24 novembre 2006, au Conseil régional Île-de-France

Le 25 novembre est la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. En France, une femme sur dix est victime de violences au sein de son couple, et une femme meure tous les deux jours sous les coups de son conjoint ou de son ex-conjoint. L'Île-de-France est particulièrement concernée puisque la situation des femmes y est spécifique : les violences sont plus fréquentes sur le territoire francilien que sur le reste du territoire français. Dans le cadre de cette journée, le Conseil régional souhaite poursuivre son engagement dans la lutte contre ces violences, en dirigeant son action sur deux thématiques indispensables à la reprise d'autonomie des femmes : - le logement - l'accompagnement social

Ainsi, la Région organise une rencontre autour de ce thème, avec les acteurs et actrices concerné-es le vendredi 24 novembre 2006 après-midi, salle Paul Delouvrie, Conseil régional Île-de-France - 35 Bld des Invalides - Paris 7^e

Cet évènement se déroulera autour de deux tables rondes :

1. Etat des lieux sur l'hébergement et le logement des femmes victimes de violences en IDF

2. Quelles actions pour le futur ?

Un cocktail clôturera cette journée.

Claire Villiers, Vice présidente chargée de la démocratie régionale, Michèle Loup Conseillère régionale chargée de la Mission "Mise en œuvre de la problématique de genre dans les politiques régionales" Renseignements : mdsuremain@club-internet.fr

5 - A Nantes, Animations, Films, Débats

samedi 25 novembre de 10h à 21h Maison de Quartier de l'Ile 2, rue Conan Mériaud 44200 Nantes, tram 2 arrêt : Vincent Gâche, entrée libre et gratuite

Journée organisée par les associations : ALFA (Association Locale des Femmes Algériennes), Commission femmes du GASProm - Asti de Nantes, Espace Simone de Beauvoir, A.D.E.N.C.I (Actions, Découvertes, Echanges pour une citoyenneté internationale à Nantes et en Côte d'Ivoire), A.S.A.M.L.A (Santé Migrants Loire-Atlantique), C.E.M.E.A (Centres d'entraînement aux méthodes éducatives actives), Collectif des femmes turques, Femmes solidaires, La bouche en délice, le Mouvement Français Planning Familial, Ni putes ni soumises, S.O.S Femmes, Tak-Après.

Journée soutenue par : GASprom A.S.T.I., Ligue des Droits de l'Homme, Ville de Nantes, Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité, Librairie Vent d'Ouest

Un accueil collectif gratuit des enfants de 6 mois à 10 ans sera proposé pendant les tables-rondes, par des animateur-trice-s militant-e-s des C.E.M.E.A.

Pour en bénéficier, merci de prévenir l'Espace Simone de Beauvoir au 02 40 12 15 18

6 - Les mutilations sexuelles féminines, Prévenir, dépister, prendre en charge

Le lundi 4 décembre 2006 à l'Institut Pasteur Paris

La loi du 9 aout 2004, relative à la politique de santé publique, a prévu 5 plans nationaux stratégiques dont 1 visant à limiter l'impact de la violence sur la santé. Les travaux préparatoires à ce plan ont identifié le thème des mutilations sexuelles féminines comme un véritable enjeu de santé publique et émis des recommandations visant à faire disparaître à l'horizon 2010 les mutilations sexuelles féminines qui portent atteinte à la santé et à la dignité de la personne.

Xavier BERTRAND, Ministre de la Santé et des Solidarités, en association avec Catherine VAUTRIN, Ministre déléguée à la Cohésion sociale et à la Parité, organise un colloque dont les objectifs sont de faire un état des lieux des

actions d'ores et déjà menées, d'identifier les difficultés rencontrées par les professionnels sanitaires et sociaux mais également par les femmes, d'impulser une dynamique et une prise de conscience collective sur ce problème de santé publique et enfin de proposer un plan d'actions. Destiné aux professionnels des secteurs sanitaire et social, et associatifs, ce colloque se tiendra le lundi 4 décembre 2006 à l'Institut Pasteur à Paris.

Quatre axes seront développés

1. L'Europe et les mutilations sexuelles féminines.
2. Les aspects juridiques, déontologiques et éthiques.
3. La prévention et le dépistage : quelles actions, quels outils, quels acteurs et quels relais ?
4. La prise en charge chirurgicale et psychologique des femmes ayant subi une mutilation sexuelle.

Un programme sera mis en ligne sur le site Internet du Ministère de la Santé et des Solidarités (www.sante.gouv.fr) au cours du mois d'octobre.

7 - Colloque pour une proposition de loi cadre sur les violences

A l'initiative du Collectif National Droits des Femmes le 2 décembre au Palais du Luxembourg Salle Medicis, 15 rue de Vaugirard 75006 Paris de 9h à 18h le 2 décembre. Inscription avant le 27 novembre 2006, e-mail colcadac@club-internet.fr ou téléphone 01 43 56 36 44, Indiquer nom / prénom / organisation / adresse / tél / e-mail

8 - Une semaine d'action au centre LGBT de Paris : Journée Mondiale de lutte contre le Sida

- Mercredi 29 novembre à partir de 20h : débat, pratiques à risque et politiques de prévention : Comment sensibiliser efficacement chacun des publics concernés, gais, femmes, migrants ? Débat animé par le Docteur Ohayon de Sida Info Services, intervenants : représentants associatifs et politiques de l'UNALS, d'Act-Up Paris, du PCF...
- Jeudi 30 novembre : MANIFESTATION, Cortège du CGL dans la manifestation contre le sida organisée par Act Up
- Vendredi 1er décembre de 18h à 20h, vernissage Vivre avec le Sida Exposition artistique du mois de décembre
- Samedi 2 décembre de 14h à 19h, journées portes ouvertes. Chargés de prévention, matériel de prévention à disposition du public, avec l'aimable participation du CRIPS & des Soeurs de la perpétuelle indulgence, projection de film et débat avec le Pole santé du CGL
- Dimanche 3 décembre à partir de 16h, café Lunettes rouges

Pour le CGL Paris Ile-de-France, La présidente,, Christine Le Doaré 06.89.33.78.07

Centre lesbien, gai, bi et trans de Paris et Ile-de-France, 3, rue Keller, B.P. 255, 75524 Paris Cedex 11, Courriel : cglparis@cglparis.org

FILMS, LIVRES, SORTIES....

9 - Un silence de mortes, La violence masculine occultée

Auteure : Patricia Romito, <http://www.syllepse.net/> **25 euros**

Cet ouvrage traite des violences des hommes contre les femmes et les enfants, ainsi que des mécanismes que la société met en œuvre pour ne pas voir ces violences, pour les occulter. Un double constat : d'une part, les progrès dans la lutte contre la violence masculine envers les femmes et les enfants sont des progrès importants et indéniables ; de l'autre, la violence, elle, continue bel et bien à exister et, dans bien des cas, il semblerait qu'il y ait aggravation. Contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, cette violence est tout à fait courante. Ses conséquences sont atroces.

Thèse argumentée dans l'ouvrage : la violence masculine est un des moyens d'entretenir en bon état de marche le système de domination patriarcale, système dont profitent la majorité des hommes et une minorité de femmes. De sorte que c'est la société patriarcale dans son ensemble qui élabore activement son occultation de la violence, afin d'éviter qu'elle cesse. L'originalité du livre réside en une synthèse théorique où sont établis et décrits, à partir d'un matériel aussi vaste que diversifié, les différents types de violences masculines et les différentes manières de les occulter ; tant au niveau social, qu'il s'agisse des lois, du fonctionnement des services socio-sanitaires, de la police et des tribunaux, des théories psychologiques et psychiatriques en vigueur, qu'au niveau de l'individu et de ses ressorts psychologiques.

Les instruments conceptuels utilisés pour étayer cette synthèse sont l'analyse et la description des tactiques et des stratégies.

L'ouvrage fait une synthèse des données récentes, tant pour la France que pour l'Europe et à l'échelle internationale ; des outils d'analyse plus théoriques sont également proposés.

Parce qu'il révèle les stratégies et les tactiques d'occultation mises en œuvre par la société, ce livre offre autant de clés de lecture que d'action à toutes et tous.